



La lettre à
LULU



Tétéou cet été ?

irrégulomadaire satirique N° 97, juillet 2017

**Le voyage
à Nantes
enterre
le PS** **p.5**

J'Y SUIS, J'Y VESTE!

Comprendre l'Enmarchisme triomphant, à travers deux figures éminentes de ces députés qui ont su si bien tirer leurs macrons du feu. L'illustre inconnue Sandrine Josso (J'peux pas, j'ai tennis) et le déjà bien repéré François de Rugy (Virez-moi ces zadistes) passés au ban d'essai de *Lulu*. Revue de garde-robe, bien fournie en vestes retournées.

Très mode pour la saison...

► page 2



Capillarité Color me crade

On court, on court, et la couleur colle aux tifs.

Au lendemain du 28 mai, la course à péage a laissé des traces. «Color me rad», c'est ce concept tirelire: chacun paye 30 euros pour courir cinq bornes en se faisant balancer de la poudre de couleur* le long du trajet.

La plaisanterie décoiffe: la poudre qui asperge les coureurs et coureuses colle à la peau, aux cheveux, le T-shirt résiste au lavage et garde ses taches. «Color me rad, le rose fait tache» titre la presse (*Ouest-France*, 29/05), au risque de mettre en cause le parti socialiste. «25 shampoings sans succès», «Mes cuisses sont fuschia et j'ai encore du bleu sur la tête et pourtant j'ai frotté», se lamentent des victimes sur Facebook. Les organisateurs ont la parade toute trouvée: «bains d'huile et beaucoup de patience». Trois jours après, les participantes ont fait peau neuve mais des brushings restaient toujours pétants arc-en-ciel deux semaines après. Le bon tuyau, échangé sur les rézosocios: utilisez les bienfaits détergents de l'eau de javel en piscine. Officiellement, la poudre, féculé de maïs colorée, est supposée inoffensive. «Produit 100% naturel, pas dangereux pour la santé et qui serait même comestible. Nous l'avons goûtée mais franchement... il y a mieux!», baratinent les organisateurs. En avril 2016, à Rennes, deux étudiants de l'École nationale supérieure de chimie ont rendu un rapport commandité par les pompiers d'Ille-et-Vilaine: poussière inflammable, voire explosible au contact d'une flamme ou d'une étincelle, risques d'allergie, d'eczéma, d'urticaire. «Leur inhalation prolongée et fréquente peut aussi provoquer des atteintes pulmonaires et respiratoires du fait de leur abrasivité», concluaient-ils en préconisant «le port de lunettes de protection et de masques anti-poussière». Il y a aussi un précédent dramatique: en juin 2015 à Taïwan, la chaleur des spots lumineux sur scène, ou alors une cigarette, ont embrasé une même poudre colorée, cramant la peau de 500 étudiants venus danser à cette fiesta poudrée.

Nantes manque d'ambition: un bel embrasement généralisé, dizaines de morts et centaines de grands brûlés, ça ferait du buzz. Nantes capitale mondiale de l'immolation à péage, pas besoin de réinventer la poudre. ■

Eugène Delacroix, Ella Bannière

* «Poudre aux yeux», *Lulu* n° 86-87, novembre 2014.

La députée petit poids

Le jour de son entrée au palais Bourbon, la bizute préfère jouer à pousse raquette avec ses bambinos. Diététicienne en faillite, c'est fatigant.

PREMIÈRE sortie les pieds dans le tapis. À peine élue sous l'étiquette En Marche, la très Bauloise d'apparence Sandrine Josso refuse de marcher droit. Elle annonce le soir de son élection que le premier jour à l'assemblée nationale comme nouvelle députée, ce sera sans elle: «Mercredi, je vais être avec mes enfants et faire un peu de tennis avec eux.» Le prochain coup, ce sera sans doute piscine avec son mari ou accouchement de la grand-mère ou mariage du poisson rouge. Piquée au vif, la nouvelle députée a avancé «à la fraîche» son rencart avec ses enfants et filé à Paname pour éviter le bizut bashing.

Campagne sur le sable

En campagne, Sandy a fait dans le militant, lors d'une manif le 27 mai sur la plage de La Baule menacée par une odieuse entreprise de privatisation. Elle a dû amener ses enfants pour faire des pâtes de sable au pied des banderoles. Sandrine est comme ça, les pieds dans le sable, l'engagement vissé aux tropéziennes. Députée, elle va pouvoir batailler pour accorder une dérogation à cet infamant «décret plage» de 2006 imposé par l'horrible préfet.

Nourrir la confiance

À la presse, Drine Josso s'est dite «chef d'entreprise dans le secteur de la nutrition» (L'Écho de la Presqu'île, 19 juin 2017), «ingénieur en nutrition et diplômée en communication» (Le Télégramme, Lorient, 11 mars 2009) ou «dirigeante d'une entreprise de formation dans le secteur de la nutrition» (L'Express, 21 juin 2017). À Lulu, elle n'a rien dit, ni sur ses masters fantaisistes ni sur ses liens avec le labo pharmaceutique, son attaché de presse notant les questions avant de se mettre aux abonnés absents.

Sur sa page Facebook Sandrine Josso-L'Honnen se proclame «coach en nutrition», voire «diététicienne comportementaliste» version profession libérale, sans salaire, basée à Vannes à son nom ou sous diverses appellations, «Ouest coaching», «Diététique ouest». Elle apparaît aussi sur le site internet «Ligne d'envie» qui parle comme les marabouts et promet de «Solutionner vos blocages... reprendre confiance en vous... stratégie de réussite... lever vos peurs... réconcilier plaisir, santé, et l'image de soi».

Spécialiste de la perte de kilos, elle arbore un titre d'enseignante au sein du très discret IPDD, Institut pour la promotion et le développement des diététiciens-nutritionnistes: «C'est une association 1901 sponsorisée par le laboratoire Oligosanté, qui forme des diététiciens, leur fait appréhender une clientèle et présente des produits. Ne cherchez pas trop là-dessus, elle réalise juste deux ou trois formations épisodiques par an, payées en honoraires, pas un job à plein temps», indique un responsable du labo pharmaceutique

basé à Paris. Oligosanté est épiciériste-fabricant en compléments alimentaires et coupe-fringale. Sa gamme «Easydiet» mêle boisson hyperprotéinée, omelette jambon fromage en poudre, «barres enrobées de chocolat au lait pour poursuivre votre diète sans écart et sans complexe». Les stages chasse au kilo animés par Sandrine Josso, c'est bon pour les produits du labo, placés par quasi ordonnance. Très macronien, tout ça. La coach en régime n'a pas laissé que des bons souvenirs à ses clientes, comme en atteste ce commentaire de juillet 2016 sur son site: «J'ai le sentiment d'avoir été complètement "endormie" par la sympathie de cette professionnelle qui m'a fait payer, dès la première séance un forfait de prise en charge de 276€, ne me laissant plus aucune liberté de me dédire... Je mets en garde tout nouveau patient de réfléchir avant de payer.»

Libérale en faillite

Se disant titulaire d'un «master en PNL» qu'aucune université ne valide, pas plus que son «master en coaching» décroché en Angleterre*, Sandrine Josso use d'une panoplie d'outils new age, «PNL (Programmation neuro-linguistique), EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing, ou Désensibilisation et reprogrammation par mouvements des yeux), énnéagramme**, hypnose médicale», pratiques fumeuses sans la moindre assise scientifique et régulièrement épinglées par la Miviludes qui alerte contre les dérives sectaires. Elle donne des séances de conseil au sein de l'association Jaune Turquoise de Redon**, dont le planning la fait alterner avec des guides en «cercles d'énergie à travers la méditation et le channeling», de «sophro-analyse des mémoires prénatales», des «passeurs de feu» et autres spécialistes en «chant prénatal», tarots de Marseille, «enregistrements spiritiques sonores».

Ces techniques de l'outre espace de la conscience de soi n'ont pas réussi à la protéger des tracas. Après deux ans de redressement judiciaire, son cocktail neuro-linguistique désensitisateur hypnotique reprocessingeur lui a pété au nez: son activité a été mise en dépôt de bilan le 9 février 2017 par le tribunal de grande instance de Vannes. Déjà sur le sable, avant sa manif à La Baule, c'était prémonitoire. Mais l'exercice libéral en krach perso, c'est pas forcément la meilleure pub pour une élue En Marche. Elle préside l'Association des travailleurs indépendants de l'Ouest Atlantique depuis sa création en avril 2016, mais la faillite, c'est pas hyper porteur, même macronisée aux petits oignons. Gag: son ancienne activité métier était classée officiellement comme «Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion». Jamais mieux desservie que par soi-même. ■

Docteur Ducancan

* En France, un master est un di-



plôme national cadré par l'arrêté du 22 janvier 2014 «fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master». L'usage de la mention «master» est réglementé. Le titre ne peut être délivré que par un établis-

sement universitaire accrédité par l'État.

** «Ça soufi comme ça», Lulu n° 86-87, novembre 2014.

*** «Le cancer ne s'use que si l'on s'enserme», Lulu n° 82-83, décembre 2013.

Revers de médaille Élections, piège à Cons' cons'

L'élue à foiré l'élection. Mais pas la sienne. Malin, le maire de Savenay.

UN légionnaire a failli. En rase campagne. Épinglé de la légion d'honneur en avril 2017 (promo de Pâques, l'ultime du quinquennat Hollande), le maire de Savenay, André Klein, a saboté son honneur, le Cons' cons (alias Conseil constitutionnel) annulant, le 10 mai, l'élection présidentielle à Savenay. Motif? Lors du passage de la magistrature venue vérifier la légalité du scrutin, aucun des présidents et assesseurs titulaires des bureaux de vote désignés par l'honorable bourgmestre n'était présent. «Disposition que j'ignorais», a bredouillé Dédé Klein, tout piteux*. Pour un ancien de la préfectorale et habitué des cabinets du Sénat, ça la fout mal. Infoutu de lire et d'appliquer le code électoral! 4478 électeurs de Savenay du second tour ont donc voté pour rien. Merci Dédé, qui a débuté sa carrière en sous-préfecture à Saint-Naz, puis fonctionnaire au département, parenthèse à la préfecture des Vosges, retour en Loire-Inférieure, directeur général des services de 1994 à 2004 jusqu'à ce que ce foutu département passe aux mains des sociaux. Trou noir d'environ deux

ans dans la bio de Klein. Mais miracle, il est bombardé en mars 2006 sous-préfet à Rambouillet, fief du sénateur Gérard Larcher. En 2008, à 61 balais, le voilà élu maire de Savenay et Gérard Larcher, tout juste porté à la présidence du Sénat, l'intègre à son cabinet avec le titre de conseiller technique aux affaires générales. Ce chapitre du vote annulé enrichit les aventures de scrutintin. ■

* Le Cons' cons' avait pourtant balancé en février dernier une circulaire rappelant les modalités du scrutin.

Micro proposition

L'ordre journalistique

AYMERIC Merlaud, conseiller régional FN des Pays de la Loire veut créer un ordre pour sanctionner les journalistes et leurs «pratiques mauvaises» (LCI, 29/04). Son seul exemple: les micros qui traînent «au-dessus des conversations privées pour écouter» les discussions à voix basse, comble de l'abomination. Florian Philippot l'a aussitôt taclé: c'est pas au programme de la patronne. C'est vrai que le mot «ordre» et ses cinq lettres si bien ordonnées a pourtant tout pour séduire, comme l'histoire des premiers ordres professionnels, médecins, architectes, créés sous Vichy. Aussitôt, en février 1941, «l'ordre des médecins limite le droit d'exercice aux praticiens français "de souche", l'expression fait fortune aujourd'hui.»* Quand on parle de Vichy, la pastille est toujours un peu dure à avaler. ■

* Les luttes et les rêves, Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours, Michelle Zancarini-Fournel, éd. Zones.

Josso bouco Caméléoportuniste

Changer de veste, faire groupe à l'unité, ne pas trop parler, tout un art.

MARIÉE et mère de trois tenniskids, 41 balais, la coach nutritionnelle en banqueroute, M^{me} Josso, faisait des conférences sur la prévention du cancer par l'alimentation et sur la perte de poids. Ses émoluments de députée vont lui permettre de remettre un peu de matière grasse dans ses épinards. Elle a pratiqué la transition avec constance, passant de Les Républicains au Modem, puis en 2015 à l'Alliance centriste de Jean Artuis avant de rallier En Marche. Sa carrière caméléon* débouche enfin sur un choix porteur. Ses anciens petits camarades n'ont pourtant pas que de bons souvenirs de sa trajectoire. Denis Sébilo, conseiller municipal Les Républicains à Herbignac, «plutôt centre droit et pas antimacroniste primaire» n'a pu que déplorer l'absentéisme de Sandrine Josso aux conseils municipaux, notamment lors du vote du budget, et pareil en commission «y compris sur le dossier de la ZAC, elle qui se dit commerçante à Herbignac». Il se demande «comment elle a réussi à tromper tout son monde».

Élue aux municipales en mars 2014 parmi les sept du groupe d'opposition «Pour un avenir meilleur», Josso se dissocie un an et demi plus tard pour fonder son propre groupe à elle toute seule. Le maire lui accorde une place dans les commissions: on ne la voit pas plus qu'avant. «Elle aime être dans les projecteurs mais elle ne sait pas parler en public et n'a pas de fond, pas de réflexion. Les chantiers navals? Quand Macron est venu fin mai à Saint-Nazaire, il a rencontré Frank Louvrier, Sandrine Josso n'était pas là.» Pendant la campagne, elle refuse tout débat ou réunion publique, prétextant la priorité accordée au terrain qu'elle arpente en minibus avec un «kiosque à ballons». Le ballon, c'est bien. Au moins, on ne peut pas dire que c'est du vent. L'air y est enfermé et c'est tout l'art de la baudruche. ■

Emma Sacron

* Les caméléons appartiennent à la famille des Chamaeleonidae. On retiendra la faculté de mobilité indépendante de leurs yeux, leur langue protractile capable d'attraper des proies à distance, leurs doigts groupés en deux blocs opposables assurant une bonne prise aux branches et leur capacité à changer de couleur.

L'ai-je bien monté?

De Rugy enfin perché

Surgissement du rugyssement en surgé de l'assemblée. Portrait en contre-plongée du perchoir.

TRANSGÉNÈSE ou transformisme? À moins qu'il ne faille chercher du côté de l'homochromie⁽¹⁾, genre seiche ascendant caméléon, ou de la thermochromie - réchauffement climatique oblige? Le cas intéressera sûrement la science. Quelle que soit la *combinazione* à l'œuvre, l'obstination de l'aristo François Goulet de Rugy a presque payé: lui qui dès le berceau rêvait tout haut d'un poste de ministre se retrouve surveillant général de l'assemblée. Mais patron du palais Bourbon, c'est quatrième personnage de l'État selon le rang protocolaire des institutions. Au pied du podium et en même temps, boss doté d'un podium.

Multicolore d'abord

La capacité de l'élu nantais propre sur lui, député depuis 2007, à changer de couleur de chemise, passant du vert pâle écolo au jaune jupitérien après un bref essayage en rose pâle socialo et la tentation de l'orange bayrouiste, se trouve enfin récompensée grâce à ses nouveaux amis macronistes. Une chemise qu'il ménage de plus en plus, délaissant volontiers le vélo pour le scooter. C'est pourtant le vélocipède qui lui a permis de se lancer. Potache à Nantes, il se fait l'ardent défenseur de la petite reine dans la cité des ducs, prend sa carte à Génération écologie de Brice Lalonde, qu'il préfère aux Verts d'Antoine Waechter, déjà trop extrémistes à son goût. Mais il n'y a que les consternés qui ne changent pas d'avis: trois ans plus tard, en 1994, il claque la porte à Lalonde qui refuse de se rapprocher du PS. Diplôme de Sciences po en poche, le très pressé et ambitieux François fonde en 1995 l'asso Écologie 44 et entre déjà à l'Assemblée nationale comme secrétaire général adjoint du groupe Radical, citoyen et vert, avant d'adhérer aux Verts



en 1997 et de devenir en 2001, à 27 ans, conseiller municipal de Nantes, adjoint aux transports, et vice-président de Nantes métropole. De la belle ouvrage.

Penche à droite

Soucieux d'un lien fort avec la nature, il cultive son penchant droitier naturel. Dès 2008, candidat officiel de la gauche aux municipales à Orvault, sa liste affiche le soutien des «centristes de progrès». Malgré deux défaites consécutives face au maire centriste Joseph Parpaillon, cadre retraité de l'enseignement catho, les deux hommes finissent par faire ami-ami.

Quand de Rugy se pointe aux universités d'été du Modem, ça agace parmi ceux qui sont (encore) les siens. En 2015, la rupture est consommée. La girouette quitte Europe écologie-Les Verts, parti accusé de s'enfoncer «dans une dérive gauchiste», pseudo-thèse qu'il couche dans un obs-

cur opusculé aux faux accents léninistes, que personne n'a lu: tiré à 4000 exemplaires, il n'a enregistré que 310 ventes⁽²⁾ en quatre mois, avant de disparaître des radars. À l'époque, de Rugy, qui se tire surtout la bourre avec Jean-Vincent Placé, son alter-ego au Sénat et meilleur ennemi, n'a pas le maroquin rêvé dans le gouvernement Valls. Même à la sauce hollandaise, la gauche constitue la grande hantise de ce réformiste libéral. Opposant très modéré au projet d'aéroport de ND des Landes et surtout farouche opposant notoire aux zadistes, il distille ainsi avec constance une certaine acrimonie, voire une acrimonie certaine à leur encontre.

Loyauté élastique

Il est vite devenu un vieux routard politicard. La preuve: il ne faut surtout pas croire ce qu'il débâtere. En 2015, il dément comme il respire et affirme

n'avoir «ni dans l'idée d'adhérer à une autre formation ni d'en créer une autre»⁽³⁾. Bingo! Il cofonde quelques semaines plus tard Écologistes!, rapidement rebaptisé Le Parti écologiste, micro-cénacle inerte qui s'emboîte aussitôt dans l'Union des démocrates et des écologistes, autre structure lilliputienne. Avec sa course à l'élection présidentielle, il raffine son art du retournement de veste. Séduit par la «Belle alliance populaire», effort désespéré d'ouverture du PS en avril 2016, il rejoint les socialos à l'Assemblée nationale deux jours après avoir été bombardé vice-président du groupe écolo. Fallait bien remplacer Denis Baupin, dénoncé pour agressions sexuelles et harcèlements. Candidat à la primaire organisée par ses nouveaux amis, il ne séduit que 3,88% des votants et promet comme tous les autres de soutenir le vainqueur final. Trois semaines plus tard, il lâche

Hamon pour faire allégeance à Macron. La «haute autorité de la primaire» s'étrangle presque du parjure, dénonçant un «revirement inédit» et une «attitude contraire au principe de loyauté». Pas mal pour l'auto-proclamé parangon de vertu.

Préférence familiale

Ce fils d'enseignants s'était déjà pris, en 2009, les pieds dans le tapis: voulant tant donner une leçon de transparence sur ses revenus de parlementaire et leur usage, il oublie de signaler par le plus grand des hasards qu'il a rémunéré pendant un an sa compagne, par ailleurs conseillère régionale, ce que révèle *Presse-Océan*. Épisode qu'il tente désormais de minorer du haut de son perchoir bourbonnien⁽⁴⁾.

Dans une République aux ors toujours très monarchiques, sa nouvelle fonction et les privilèges qui lui sont attachés - résidence dans le très chic hôtel de Lassay, indemnité mensuelle portée à 15000 euros brut, etc. - devraient aller comme un gant à ce lointain descendant d'une famille anoblée en 1785 (il était temps). Qu'il en profite car le séjour a été limité par Jupiter à 30 petits mois. Juste à temps pour un retour triomphal à Nantes, où préparer une campagne municipale après avoir bien montré sa trombine au perchoir, sans tacher sa chemise au cambouis du gouvernement. Une chemise propre, c'est le secret. Pour la couleur de la veste, il a le temps de voir ■

Elisée Biclous

⁽¹⁾ L'homochromie, ou coloration cryptique (grec ancien κρυπτός, «caché»), est une faculté à se camoufler par mimétisme en ressemblant via les couleurs à son environnement le plus proche. Les autres trucs, on va pas tout vous dire non plus, z'avez qu'à chercher.

⁽²⁾ Selon l'institut Edistat en janvier 2016.

⁽³⁾ Le Monde, 28 août 2015.

⁽⁴⁾ «Mais je ne l'ai jamais caché», *Ouest-France*, 28 juin 2017, quoiqu'à y regarder de plus près: «Mon cumul sur la commode», *Lulu* n° 68, avril 2010.

Pépétition

Cours de maintien

O projet d'aéroport ben d'trop niguedouille, o sort rin de biau.

«La construction de NDDL pourrait même être un fiasco. Aucun aéroport régional français, même Lyon ou Nice (qui a aujourd'hui le trafic prévu à Nantes en 2060) n'ont pas de vols réguliers longs courriers», dit le transporteur Jean-Michel Mousset. Vlà les patrons ventrachoux opposés à un aéroport à ND des Landes «inutile et coûteux». On croirait des zadistes. Mais leur pétition ne dit rien sur le «et son monde»

de la mégalomanie aéroportée baignée de capitalisme. Faut pas exagérer. À la mi-juin, les Vendéens ont dégainé une pétition* qui soutient le maintien de l'actuel aéroport, et son développement possible, à l'instar de Genève qui, avec la même emprise foncière de 320 hectares, gère 16 millions de voyageurs, soit quatre fois plus qu'à Nantes aujourd'hui. La pétition réunit des patrons du sauciflard (Jean-

Yves Gonnord, Fleury Michon), du transport camion (Groupe Mousset) ou avion (Jean-Paul Dubreuil, compagnies Air Caraïbes et French Blue; Jacques Bankir, ex-Air France et Régional Airlines) et Philippe de Villiers que sa réputation d'Agité du bocage oblige à défendre partout l'agitation bocagère. Bruno Retailleau était sur la même position aéroportosceptique, avant qu'on ne lui promette un illusoire pont sur la Loire, supposé rallier la Ventrachourie centrale à l'aérodrome nostrodamolandais. Depuis, Re-Taïaud fait une fixette contre les zadistes, suivant fidèlement la position de son prédécesseur à la Région, le socialo-rigide d'un autre temps, Jacques Auxiette: contre la pétition, soigner la répétition. ■

* 3134 signatures au 2 juillet.



Journée de la jupe

Il est frais, mon genou

La lutte paie! Les chauffeurs en chaleur ont obtenu fin juin de montrer leur bas de gambettes. Communiqué de la Tan: «En période de canicule, la direction autorise le port d'un bermuda personnel conforme aux couleurs de la dotation: noir ou beige, et dans le respect des règles de sécurité.» Qu'entend-on par règles de sécurité? Une fermeture éclair de braguette conforme aux directives européennes antiterroristes? ■

Plouf plouf La politique de la cabine vide

The Bridge victime de bouderie patronale.

LES pingres ont boudé l'aubaine. C'était un événement monté de toutes pièces pour les patrons réunis en huis clos le temps de la croisière et paf, voilà que beaucoup de ces patrons sont restés sur la terre ferme. Après passage à Saint-Nazaire, The Bridge devait remplir le paquebot Queen Mary II de sémillants fleurons du libéralisme, séduits par le prestige et la perspective de conférences sur le management du vingt-deuxième siècle, voire vingt-deuxième et demi. L'opération à 16 millions d'euros, surtout pour privatiser le paquebot de la Cunard le temps de la traversée Cherbourg-New York, n'a pas eu le succès escompté, loin de là. Le business model autour de l'événement de légende et du «huis clos entrepreneurial» a pris l'eau. La location des cabines par les entreprises? Un certain flop de la «stratégie de l'océan bleu», formule tirée d'un bouquin américain de 2005, référence du monde du marketing et présentée comme un «paradigme», ça fait mieux, de guerre commerciale visant à prospecter

un espace vierge (donc bleu), générant forte croissance et profits élevés, plutôt que de sillonner une mer disputée, océan rouge du sang des affrontements féroces avec des rivaux qui ont déjà des clients, des parts de marché, tout ça. Les clients à prospecter pour le séminaire flottant ont été refroidis par les tarifs de 30500 euros par tête de pipe pour le must, la suite King's Bridge, à 2800 euros pour une peu engageante cabine «extérieure balcon (vue obstruée)», 150 euros de plus pour la même avec vue mais sans balcon, la moins chère étant à 2450 euros pour une cabine intérieure, sans vue sur l'immensité de l'Océan ni la chute du vomit de champagne au-dessus du bastingage... Sans compter qu'il fallait assurer le coût du vol retour: «Y'a pas de packages aller-retour?» ont regretté les entrepreneurs qui n'ont pas été preneurs. Total, le paquebot de luxe n'a pas affiché complet. Les patrons qui aiment bien se mouiller auraient pu y aller à la nage. ■



Plaf plaf Perspectives flottantes pour le turbin

The Bridge: un pédégé de l'intérim vante le contournement des lois.

LA «course hors norme», The Bridge, les festivités, le basket, les fanfares, l'amitié franchouillo-yankee? Des prétextes. Le séminaire à bord, entre patrons et experts, doit déboucher sur la publication d'un livre blanc tartinant leurs préconisations, et qui sera présenté au ministre du Travail en septembre. «Ce livre va se concentrer sur les urgences des réformes du monde du travail. Nous allons constater l'existant, penser les solutions et comparer avec les modèles à l'étranger. Je suis persuadé que 170 entreprises sont à même de donner des pistes valables pour

gagner la bataille de l'emploi» a déclaré Samuel Tual (Ouest-France, 26/06), le pédégé du groupe d'intérim Actual, ajoutant pour filer la métaphore maritime qu'il était «habitué à lutter contre les éléments et se battre contre la marée et le vent, parce que le marché du travail, avec les lois, les normes, et la conjoncture, on est habitué à faire avec et à essayer de contourner les choses.» Il fallait bien être à l'écart dans les eaux internationales pour un tel aveu. Ou alors le contournement des lois, c'est juste un coup d'avance sur la flexibilité et la navigation libre et non faussée. ■



Choroume

Le remplissage du vide

APRÈS le palace Radisson Blu, le quartier vit une certaine revanche sociale vis-à-vis de toute la canaille qui l'a peuplé du temps où le taux de résident pénitentiaire plombait les statistiques de bonne fréquentation du secteur. Confiée à un promoteur, l'ancienne caserne de pandores d'en face de la prison, rebaptisée «Carré Lafayette» a ouvert en 2015 et fourgué ses logements à 6300 euros le m². Pour les espaces commerciaux annoncés (galerie d'art contemporain, meubles design...), toujours rien hormis un centre Aquatonic de bains, sauna et trempette de luxe, ticket d'entrée à 32€ par personne, soin du corps ou du visage à partir de 50€, éradication de l'«aquaphobie» en dix séances pour seulement 270€ (on peut payer en liquide?). Mais ça marche pas fort, Aquatonic casse les prix pour rameuter le pékin. Et voilà qu'une des boutiques vacantes (une manie dans le centre de Nantes) a trouvé preneur en juin avec un concessionnaire Ferrari et Maserati qui ouvre un show room (Ouest France, 19/02). La Ferrari s'y cède 220000€. On aurait préféré des Porsche Cayenne. Plus raccord avec la mémoire du bagne. ■

Monopoly

Vive les convives (y'a pas de contrepèterie)

Musée, château, manège, un soir, rien que pour soi et son écosystème de collaborateurs et de coachs. Tentant.

AVEC la réouverture du musée d'arts (ex beaux), l'équipement municipal devient salle des fêtes pour happy fews. Les extensions de terrasses mangeant inexorablement l'espace des places ou les coins de rue concédés à des marques de soda* ou de cosmétiques nous ont habitué à la privatisation de l'espace public au plus offrant. Voilà maintenant les biens publics et bâtiments culturels municipaux loués pour de l'événementiel d'entreprise: une convention force de vente en team building catalyseur d'énergies, peut être un séminaire remotivation (faut dire incentive sinon ça fait naze) ou juste un pince-fesses proactif de coworking avec teamwork creativity connecté.

Il y a tout un marché de séminaires, inaugurations, anniversaires, lancements de produits, incentive, team building, événements, labouré par des sociétés d'événementiel. L'agence de développement de Nantes métropole, qui se la pète avec un slogan «Bienvenue sur la terre des audacieux», a ouvert un catalogue proposant de mettre

200 pékins assis, ou 300 debout dans le hall du Musée des (beaux) arts. La jauge dégringole sans doute si on compte en «vautrés», mais ça n'a pas l'air prévu. La chapelle de l'Oratoire est prévue à 200 convives. Au carrousel des mondes marins, compter un max d'une centaine pour un dîner cocktailatoire, ou cocktail dînatoire option business défiscalisé, avec tour de manège offert, quand même. Mais il y a mieux, au hangar à bananes: les 1300 m² de la Hab galerie peuvent accueillir 1800 convives. Penser à louer des vigiles polis mais fermes pour prévenir les gens pris par un éthylysme mondain, et qui croient s'accouder sur un extincteur sans voir que c'est une installation d'art contemporain. Dans la cour du château des trouducs de Bretagne, on peut caser 2000 convives, c'est moins risqué - sauf s'il pleut. Nantes métropole a aussi mené une étude pour privatiser des placards mais le premier prospect est déjà réservé au futur congrès du PS 44. ■

* «Coca fait le trottoir», Lulu n°90-91, décembre 2015.

Tagadac tagadac

Multinationale bashing

Le 27 mai, les Baulois furibards ont manifesté contre Véolia, appuyés ce jour-là par un poids lourd people, le chroniqueur sportif Pierre Ménès venu soutenir les restaurateurs de la plage spoliés par la décision de l'État confiant le sable à un autre privé pour douze ans. Contre l'évolution en marché, la révolution est en marche.

L'écartelé du yaourt

Député girouette cacahuète, Yves Daniel a troqué à la mimars sa casaque PS pour une veste retournée En Marche. Mais il a des arguments: «J'ai travaillé avec Emmanuel Macron dans la commission Affaires économiques, j'ai lu son livre, donc je sais ce qu'est son projet» (L'Éclairateur de Châteaubriant, 22/05). Comme quoi, lire un livre, c'est intéressant, politiquement. Dans la commission, Yves Daniel a par exemple causé quotas laitiers en s'opposant au «cartel des yaourts». Macron n'en parle pas dans son livre. Quel ingrat. Mais Yves Daniel a laissé à la postérité ce bon mot subversif*: «Vous affirmez souvent que la concurrence n'est ni de droite, ni de gauche. J'aimerais savoir ce que vous entendez par là.» Une question ni de drauche ni de goïte.

* Assemblée nationale, séance du 21 juin 2016 à 17h15, heure locale.

Miction impossible

À Nantes, on pisse sur trottoir tous les jours depuis juin 2017. Conçus par des designers, les urinoirs secs, bacs en plastique pleins de foin et coiffés de fleurs, sont connectés pour prévenir du trop-plein. Ça coûte 3200 euros pièce, faudrait peut-être y coller une caméra de surveillance. Parait que ça lutte contre le «pipi sauvage urbain». Les concepteurs annoncent 160 pipis collectés la première semaine, 100 la deuxième. Soit 60% de perte immédiate... C'était la rubrique petits besoins.

Pipipourra

La jauge du pipi de ville est une donnée scientifique. L'unité de mesure est donnée par le site <http://uritrottoir.com/> des designers d'uritrottoir*: une miction étalon c'est l'«équivalent vessie pleine 450 ml». Faudrait pas prendre les vessies pour des citernes.

Borne bague

Toujours des petits besoins: Nantes offre le mariage «la nuit» (en fait de 19h à 23h), une fois par mois. Une première a eu lieu le 16 juin 2017*. Mariés la nuit, ah la la, quel corde au coup de com'. Moins bien que Las Vegas quand même, où le business des mariages remonte au début des années 40, et où on se baguauoïgte tous les jours jusqu'à minuit, mais le business bat de l'aile et «ne génère plus que deux milliards de dollars par an, contre trois milliards au début des années 2000» (Les Échos, 15 janvier 2016). Nantes, toujours à la traîne. Faudrait une idée plus attractivante. Pourquoi pas des divorces des couples bisexuels, les 29 février des années bissextiles?

* Deux autres dates en 2017: 22 septembre, 15 décembre.

Voyante à nage

Péter dans la soie

Vi'a t'y pas que le Voyage à Nantes prône l'anarchie en soie. Mais que fait la police textile ?

C'EST été, sous les bois dorés du théâtre Graslin, décor précieux de l'opéra local et quintessence de l'art bourgeois, le Voyage à Nantes déploie un «drapeau noir mécanisé» en soie satinée, «objet mouvant captant la lumière environnante et révélant des formes nouvelles à chaque balancement». Claquant mollement au vent factice, l'oeuvre fasseyante de Nicolas Darrot s'appelle BLKNTRNTL, clin d'œil assumé au mouvement anarchiste de la Black International mais un peu raté côté référence historique⁽¹⁾. Cette transformation d'un symbole libertaire en amusement pour touristes est expliquée par le catalogue des festivités, capable du petit n'importe quoi : «Dans la lignée de sa symbolique anarchiste [ce drapeau] peut être perçu comme menaçant ou vindicatif. Il incarne également le fantôme de la baguette du chef d'orchestre, le son de l'étoffe en mouvement battant la mesure du temps...». Faudrait savoir, si c'est anar, y a pas d'chef.

Comme les hyper Leclerc singeant les slogans de Mai 68, Jean Blaise a toujours aimé jouer avec la provocation et la récupération. Histoire de transformer des pratiques contestataires en purs objets de divertissement. On a eu le faux squat déglingue troué à la

masse par des assistants d'Agnès Varda pour créer un décor copie conforme⁽²⁾. Puis un bâtiment voué à démolition rebaptisé «Villa ocupada», tagué proprement par des graffeurs rémunérés⁽³⁾. Après ces encanailllements, aucun problème pour se mettre au service du promoteur Kaufman & Broad pour enrichir d'une oeuvre d'artiste le projet immobilier haut de gamme du Carré Lafayette, dans l'ancienne caserne de pandores investie par des logements à 6300 euros le m², un showroom Ferrari et Maserati et un centre de sauna prout prout prestige. ■

⁽¹⁾ Ce Black international est sous son vrai nom l'International Working People's Association (IWPA), créée par le congrès de Londres en 1881 et qui, contrairement à ce que raconte le pub du VAN, n'est pas le «premier groupe anarchiste de Londres à la fin du 19^e siècle», d'abord parce que c'est une organisation internationale lancée par un congrès mondial, juste fondée à Londres, mais se développant aussitôt aux Etats-Unis notamment. Et ce n'est pas une première, arrivant en second après la Première internationale, l'Association internationale des travailleurs, l'AIT première mouture qui vécut de 1864 à 1876. Mais bon quand on fait de la provocation d'artiste, on ne fait pas d'histoire.

⁽²⁾ «Le squat fait tache, ou pas», Lulu n° 78-79, décembre 2012.

⁽³⁾ «T'occupe, c'est rien», Lulu n° 85, juillet 2014.



Faites sortir l'infini

De profundis

Le Voyage à Nantes fait dans l'hommage politique pré posthume. Le réalisme-socialiste proteste.

QUAND on est subventionné par une mairie socialiste*, il faut rendre hommage à son bailleur de fonds. Faisant fi de la séparation de l'église et de l'étalage culturel, le Voyage à Nantes a fait allégeance avec les grenouilles de bénitier du passage Sainte-Croix : l'expo y est subtilement intitulée «Pas de rose pour l'infini». Comme dirait un critique de service, ce «corpus d'œuvres» manifeste une allusion sans faux fuyants à la transformation en faction groupusculaire du PS, voire en conventicule peau-de-chagriné. Tout en interrogeant, il va sans dire, la rhétorique du médium interpellant la finitude accélérée du parti de Jaurès, et en convoquant une réflexion profonde sur l'inanité des calculs politiques et la vanité de la recherche d'une cabine téléphonique pour le prochain congrès. L'artiste pré-

cise son évocation : «Des arbres fossilisés, sur une terre desséchée et craquelée, portent en leur cime courbée des figures endormies». On croit reconnaître l'arbre aux hérons, métaphore du PS en état de sécheresse instantanée, à moins que ce ne soit la traversée du désert, plus biblique. Mais le rédacteur de la fiche destinée au bon peuple finit par une touche d'espoir : «Malgré l'équilibre précaire entre l'homme et la nature, le réveil de ces êtres est possible. Le temps est suspendu.» Les derniers socialistes prient pour pas avoir de panne de réveil. ■

* Terme désuet qui désignait jadis une espèce découverte à Épinay et qui a proliféré avant la macronisation du monde. Rien à voir avec Progetto Sardegna, parti autonomiste sarde, ni le symbole Ps, pétaseconde, fière unité de mesure du temps valant dix secondes. Pas assez pour ressusciter Jaurès.

Dodo minute

C'est l'idée de l'été : voyager sur place. Suffit de louer une chambre d'hôtel relookée par un artiste dans le cadre du Voyage à Nantes. Par exemple à l'Okko hôtel, pour une bouchée de pain : 184,50 euros la nuit complète. Y'a peut-être moyen de se faire du fric en la sous-louant à la minute à des sans-abri qui viennent de toucher leur RSA. ■

L'URBANISME A LA NANTAISE

DEUX ÉPOQUES



Tractopèle-mêle

Produit antérieur brut

Contre l'univers concertationnaire, la guerre éclair de l'urbanisme.

«CONCERTATION», «participation», «coconstruction» forcément «à la nantaise», la bourgmestre nantaise clame à tout bout de ville les mêmes mantras pour tenter de convaincre ses administrés qu'ils sont bien les décisionnaires des décisions décidées en fait en haut lieu. Mais, même répétés à l'infini, ces «éléments de langage» ne trompent personne, à part Johanna Rolland, appliquant méthodiquement la méthode Coué.

Dernier exemple en date, le réaménagement du square Fleuriot, dévoilé du jour au lendemain le 27 juin, avec construction d'un immeuble, sans coconstruction mais déjà son promoteur et son calendrier des travaux. Pas besoin d'un concours d'architecte, peu importe si c'est en secteur sauvegardé, et pas question de traîner cette démocratie qui s'enlise à prétendre écouter la

populace et l'avis final du commissaire-enquêteur. Les élus ont d'ores et déjà refilé l'opération au promoteur Pascal Bécaud (Isseo) et le chantier démarrera à la mi-août. Ça c'est de la coconstruction expéditive. Les règles d'urbanisme limitent le futur édifice à trois étages. La densification de la ville, vantée pour contrer le fameux étalement urbain et rural, s'applique au-delà du périmètre du secteur sauvegardé. L'opération reste vertueuse selon les élus, puisque, avant l'actuel bassin, l'ancien hôtel de la Poste occupait l'espace jusqu'en 1972. Retour donc à l'antérieur. Un raisonnement à l'inverse de celui tenu par Ayrault, avant Johanna Rolland, qui avait écarté d'un revers de manche tout recensement du lit originel de l'Erdre, Cours des 50 Otages.

Pour dénigrer l'actuel square, le site web municipal argumente

cocasse : «Les aménagements publics sont très minéraux et peu qualitatifs, les Nantais ne les fréquentent pas assez, et l'offre commerciale est peu attractive.»* D'où il ressort donc que le bassin, toujours vide et sale mais censé être entretenu par les agents métropolitains, aurait dû être réalisé en bois végétal et poil de feuille, et contenir des magasins. L'argument planque son rejet d'une catégorie socio-professionnelle peu en phase avec le standing du centre-ville, routards, mendiants, commerçants ambulants qui s'y attendent volontiers. Pas des acteurs du territoire attractif, dans le maeltrom de la «mise en concurrence des métropoles, où se concentrent les activités, richesses et talents»**. Un bulldozer, vite. ■

Jibé Tonneur

* www.nantes.fr, 29 juin 2017.

** www.nantesmetropole.fr, 25 avril 2014.

La tête près du guidon

Place au vélo, l'appel d'offres à taux zéro.

LULU a une petite tête pas plus grosse qu'une sonnette de vélo. Dans l'article sur Place au vélo*, la sonnette s'est enrayée. Dring crrrr. La nouvelle présidente de Place au vélo, Annie-Claude Thiolat, n'était pas salariée de Nantes Métropole mais de la Cité des Congrès. C'est raté à 45m près, distance qui sépare les deux édifices. Mais bon, les deux entités sont aussi proches financièrement, le capital de la Cité des Congrès étant détenu à 80% par Nantes métropole qui insufflé plus de trois millions d'euros par an. Et «Nantes Métropole est le partenaire institutionnel principal de Place au Vélo, par une convention pluriannuelle d'objectifs permettant de développer nos actions sur le moyen terme», comme le rappelle son site.

La présidente de Place au vélo a écrit à Lulu, son asso faisant le distinguo «entre ce qui relève des missions associatives et du domaine concurrentiel. Par principe, nous nous tenons éloignés des appels d'offres et ne comptons pas dessus», concédant qu'«il est arrivé que nous répondions parfois à des appels d'offres publics, comme en 2016

sous la présidence de Jean-Paul Berthelot. Mais en aucun cas cette pratique ne saurait répondre à nos besoins principaux de financement. C'est même totalement contraire au principe associatif que nous défendons. Les recettes tirées de l'appel d'offre de 2016 représentent à ce jour 0% de notre budget. L'appel d'offre correspond à des prestations à bon de commande et, sur le budget 2016, année de sa mise en œuvre, aucune commande n'a été passée.» Mais «des prestations en entreprises et d'économie scolaire sont en cours, d'autres programmées sur 4^e trimestre 2017».

La présidente rappelle que lors de l'AG du 4 mars 2017, Place au vélo a «reçu l'aval des adhérents pour augmenter les cotisations et diminuer la part de financements publics». Jusqu'ici, les cotisations représentent 8,8% du budget, les subventions 57%. Y'a de la marge. Pas question de «devenir une sorte de satellite de Nantes métropole» mais en s'affirmant «à la fois partenaire et militant». Lulu retient donc le concept de partilant la tête dans le guidon. Ou de militenaire. ■

* «Place au vélo suce la roue de Nantes métro», Lulu n°96.

Tarif à l'éracle

Malgré le soutien de Nantes métropole et de la préfecture, le forum ressources humaines prévu en octobre prochain au CCO ne fait pas recette : à 100 euros la journée, ça se bouscule pas au portillon. En juin c'était bradé à moitié prix, comme des chaussettes périmées d'une collection de l'an dernier. L'événement vante pourtant : «Lever de cohésion, source de créativité et de dépassement de soi, la confiance apparaît bel et bien comme un levier déterminant de la compétitivité des entreprises.» La confiance à moitié prix, ça fait RH au rabais. ■

Ex æqui ?

Trop top au hit. La cité des congrès aurait gagné cent places au classement mondial au Country & City Rankings de l'ICCA Statistics Report 2016*. Le communiqué triomphal des Nantais ne dit pas le score ni avant, ni après ce gain de cent places. Dans les 28 pages du rapport, Nantes n'apparaît que sur deux petites lignes, 107^e ex-æquo pour le nombre de colloques, 59^e ex-æquo pour le nombre de participants. Portion congrès... En France, Nantes n'arrive que 5^e derrière Paris, Montpellier, Toulouse, Marseille. Saint-Mars du Désert n'est pas classé. ■

* Rapport annuel de l'International Congress and Convention Association.

On s'la joue superstarteupe

Le startupisme en méthode globale? Des mômes pris en otages par une secte numérique.

PITCH dans ta face. Les loupiots étaient jusqu'ici à l'écart de la modernité et du baratin sur les *start up* qui sauvent le monde. Ça leur manquait, mais c'est désormais réparé. Officiellement, les ateliers «Pitch2Kids» sont là pour «faire le lien entre les enfants et les acteurs du changement» en collant les gniards de 7 à 12 ans devant des petits patrons qui leur déversent l'argument vente de leur camelote. Le 1^{er} mai, au lieu de défiler pour défendre les droits des gens au boulot, quatorze gamins triés sur le volet par leurs parents ont été assis sur des coussins d'une agence de communication près de la place Louis XVI. Forcés d'écouter des zadultes leur déblatérer en cinq minutes chrono (On dit «pitcher» pour pas avoir l'air ringard) les bienfaits de leur société et de son *business plan*.

Jury du pitch

Résumé par l'inévitable twitterisation de l'«événement», ça donne texto : «14 kids, représentants de la #Jeunesse, ont découvert la #Civitech & questionné l'avenir avec 4 entrepreneurs». Balaise: ce pensum pour gosses, supposés représenter leur génération, serait donc un acte civique permettant d'interroger l'avenir, rien que ça. Et comme on prend pas ces galopins pour des cons, on les a transformés en évaluateurs, promus jury du meilleur pitch des vendeurs de camelote rebaptisés «porteurs de sens». La réunion sert aussi de panel de consommateurs: l'an dernier, le papa du projet «Pistache» s'est dit ravi des suggestions des moufflets pour améliorer son

appli mobile, bintz censé aider chaque morveux à partir de six ans à «ranger sa chambre, faire ses devoirs ou se brosser les dents» (si si, ça existe!). L'éducation familiale est donc déléguée au numérique et «si le travail est accompli avec succès, ils reçoivent des félicitations bien méritées!» Un like et au lit! L'an dernier, un barati-neur a fait une «conférence inspirante» expliquant aux kids que l'entrepreneuriat, c'est ludique. La compétitivité, le profit, le cash flow? Un jeu d'enfant.

Incubateur spirit

Selon un commentaire de l'année, cette séance de pitch pour moufflets, «ça donne un sens à la citoyenneté du quotidien». L'esprit incubateur remplace les jeux de cubes, le tout sous la coupe d'Audencia, la *business school* d'élite locale, sponsorisé par un marchand de fringues, la boîte de com qui prête ses locaux très bobo et BNP Paribas, la «banque d'un monde qui change» et qui veut bien perdre quelques chaises quand des irrespectueux viennent les leur faucher pour dénoncer le recours majeur aux paradis fiscaux. Après les junior entreprises transformant les étudiants en petits patrons, les collèges macronisés du programme «Envie d'entreprendre, envie de créer»*, il manque toujours une appli mobile à l'usage des fœtus avec un hashtag #ROFEP, alias Recherche d'optimisation fiscale en écosystème placentaire. ■

Jaune Roquefauteur

* «Les potaches déjà macronisés», Lulu n°96, avril 2017.



L'ambassade en visio conférence. Suite au coup d'État, les putschistes veulent négocier les tarifs des plats de résistance, à la cantine...

My taylor is rich

L'école niou age de zéro à onze ans

Sonnez trumpets! À la rentrée ouvre une école fifty friquée, fifty friction spirite.

LES managers de l'attractivité sont en plein ravissement avec l'ouverture de l'ISN, nouvelle école bilingue, français-anglais, fifty-moitié matin après-midi. Internationale skoule of Nantes. Boys and girls sont admis de zéro à onze ans et fringués en blouse d'uniforme dès la maternelle. Première rentrée en septembre à Saint-Herblain. Inscription et frais de *scolarity* de 7350 à 10500 euros par loupiot. La fiche d'inscription ne précise pas s'il faut payer moitié en livres sterling. Les tarifs s'adoucissent un poil en cas de ponte d'enfants multiples. Compter quand même autour de 62000 euros by kid pour sept années de scolarité. Sans compter les cours de remise à niveau à 20 euros pièce, l'étude dirigée qui peut rajouter 600 euros par an, le ramassage scolaire pareil...

Pfff, bagatelles.

Les actionnaires paieront

Moderne, la fiche d'inscription prévient les parents dans le besoin, le pactole peut être versé par un «tiers (société, ambassade)». La directrice Nathalie Paulin a déjà sévi dans le scolaire bilingue à Nice dans l'école créée par sa mère en 1982, et Angers à partir de 2014 dans une autre école bilingue du groupe, après avoir été gérante d'une maison d'édition à Cannes, où elle éditait *Astrocity*, un magazine sur la voyance et les prédictions de Nostradamus en quadrichromie. La gérante a dû rater les prédictions de son *business plan*, Gaia éditions a coulé, liquidée en 2011, trois ans et demi après son lancement. Nathalie Paulin avait bien tenté de diversifier avec un roman sur les réincarnations et les énergies (*La pizza du bon dieu*, éd.

Alphée, 2007), et *Numérologie, ma personnalité, mes amours, mes prévisions 2008 mois par mois* (éd. Anagramme, 2008). Puis virage sur les chapeaux de roues, elle publie *Irrésistible auto*, un magazine gratuit sur la bagnole, via une agence de pub à son nom à Angers, en cessation de paiement dix mois après son lancement, liquidée en trois ans, en février 2016. À l'irrésistible, nul n'est tenu.

Profs low cost

Ce sens éphémère des affaires n'a pas fait tousser l'agence de promotion économique Nantes Saint-Nazaire développement qui fait depuis mai dernier la promo de cette élitiste école très privée, hors contrat avec l'éducation nationale. Élitiste pour les clients, mais au rabais pour les profs: à Angers, en mai 2016, Nathalie Paulin a passé des annonces cherchant des profs remplaçant payés de 12 à 14 euros de l'heure. Les fonctionnaires de Nantes-Saint-Nazaire développement ont prospecté des locaux et lui ont trouvé une agence d'architectes désaffectée à Saint-Herblain, ont aussi donné un coup de main pour l'étude de marché, le cabinet comptable, l'ont mise en relation avec les clubs d'entreprises pour démarcher des loupiots...

Papiers gras et yoga

Pour la *good conscience* écolo, les élèves vont hypermarcher à fond, avec le programme «Nettoyons la nature» des magasins Leclerc. Les fistons à papas de l'école bilingue pourront méditer sur les vertus du greenwashing à coup de yoga et de «temps de relaxation» qui imprègne tout le cursus, crèche, maternelle et primaire. La pédagogie vante la «multiplication des situations-problèmes et des conflits socio-cognitifs au cœur du processus d'apprentissage» ou un «travail autour des neurosciences et des intelligences multiples* à partir de 4 ans». L'école met en avant son programme «mind & body health», cours et séances en ateliers, et souligne «l'importance de connecter le corps et l'esprit» qui sent son *new age*. Des marmots connectés, c'est tendance. Et quand ils font de la lévitation, ça use moins les fonds de culotte. ■

Matéo Dassimil

* Théorie controversée qui n'a jamais été soumise à un examen scientifique, pondu par l'Américain Howard Gardner, sur la base de la critique facile des tests de QI.

My hypermarcheur is rich

Écoliers à la ramasse

Une grande mission: nettoyer l'image de la grande distribue.

Fin septembre, «Nettoyons la nature» est une opération* à la ramasse de déchets, patronnée par le géant de la distribue Leclerc, qui bien sûr ne contribue en rien à la production de déchets, comme chacun sait. La surconsommation n'est en rien le fonds de commerce du géant des hypers qui drague ainsi 500 000 volontaires et enfants par an en les transformant en éboueurs volontaires, tout en leur fournissant des monceaux de sacs plastique verts, chasubles et T-shirts siglés Leclerc, faits en Chine et emballés dans du plastique qui permet de commencer à faire la collecte de déchets. Déballer le kit, c'est du tout prêt à la bonne action... ■

* En 2013 l'asso «Stop pub à l'école» a décerné à l'opération le prix de «l'intrusion publicitaire la plus dégoûtante»

Zados partout!

Clique ta grandmère en cape

SUR l'espace ados du site de la bibliothèque municipale, un onglet «Ne clique pas ici*», une accroche marrante pour amener les kids à aller voir. Mais le sens du décalé est parfois une projection d'adultes. En allant voir, des bibliothécaires sont tombées par hasard sur des vidéos limite porno. Petits films graveleux retirés suite à leurs récriminations. «D'accord, on sait que les jeunes ont accès à tout sur internet, c'est pas la question d'être hypocrite, mais est-ce que c'est le rôle d'un service public d'aller pousser à la roue?» se demandent des bibliothécaires, décidément indécoinçables. Après nettoyage, on trouve toujours en ligne des liens vers des sites mis en place en 2014 jouant avec les

super héros, un lien mort (404, l'inévitable page non trouvée), un onglet «Ne clique pas ici*», une série de photos d'une mamie toute ridée costumée en super héroïne qui, sur un cliché, tient Superman prenant Superwoman en levrette. C'est éducatif. Ou un super héros aux yeux laser qui sculpte une bite sur la lune. C'est pédagogique. Et comme on est sur youtube, les suggestions sont plus lourdingues dans le sexisme. Mais si on veut intéresser des ados, c'est bien connu, faut taper en dessous la ceinture. La définition du raccolage. Le lien vers les blagues carambar peine à relever le niveau. ■

* <https://ados-bm.nantes.fr/home/ne-clique-pas-ici.html>, consulté le 20 juin 2017.



● Aventure burgerrière

La vie est un authentique conte de fées-frites. Surtout quand *Presse-Océan* vante l'ouverture d'un vendeur de hamburger multinational (16/05), révélant le recrutement en cours des «équipes qui participeront à cette belle aventure». Selon le site Burger King, cette aventure octroie des émoluments bourgeois et royaux allant de 574 à 625 euros par mois. De quoi faire du gras entre deux rondelles de pain industriel. ■

Inapproprié Carrierus interruptus

Brave petit gars du pays, un évêque si prometteur mis au ban. Revue de presse violette.



UNE vocation brisée net, juste pour des « comportement inappropriés », voire « imprudents » (Ouest-France, 07/06), c'est une épreuve que le Tout Puissant met sur le chemin du petit gars de chez nous devenu évêque et puis on ne sait pas. Mais qu'a donc fait Hervé Gachignard, monseigneur démissionnaire ? « Paroles et attitudes déplacées vis-à-vis des jeunes, au cours de rassemblements, pèlerinages, retraites » (Sud Ouest, 06/04). Mais encore ? Selon une famille, le fautif « aurait interrogé, de manière insistante, leur enfant sur sa sexualité ». Plus précisément, « l'évêque aurait demandé à l'adolescent de 14 ans s'il se masturbait, à quelle fréquence, s'il avait déjà consulté des sites pornographiques gay ou fait l'amour avec sa petite amie » (La Vie, 17/04). Outre ce garçon, une ado de 15 ans a parlé de « caresse sur la cuisse, bisou volé sur la joue, chuchotements dans l'oreille, et beaucoup de paroles inappropriées » recueillies par une association landaise de lutte contre la pédophilie. Une des familles a alerté le Vatican, bureau des mœurs non conformes, plus précisément le « dicastère romain, qui traite des

délits contre la foi et des delicta graviora » (La Croix, 06/04). C'est exotique, ces arcanes feutrées. On apprend des trucs. « Est-ce vraiment le boulot d'un évêque d'aller s'offrir des sorties avec des ados, des marches, des concerts ou des nuits sous la tente ? » tousse un paroissien de Dax. L'évêque manifeste un rapport appuyé au corps, un sens de la mêlée au pays du rugby, selon un témoin de la maison, un curé perplexe : « Lors d'une sortie avec une classe de cinquième, il a demandé aux enfants qui ne voulaient pas devenir prêtres de se jeter sur lui, dans le foin, comme ça. » (La Vie, 17/04). Par bribe, d'article en article, on cerne un peu la question. « Une main posée sur l'épaule [pour l'un], [pour] l'autre une main posée sur le genou et qui s'attarde un peu, une autre un baiser sur la joue qui n'a pas lieu d'être », selon le procureur (La Croix, 27/06). Le premier message de l'évêque annonçant son retrait sentait bon la langue de buis : « Fatigue liée à diverses causes, besoin de repos hors du diocèse ». On ne savait alors pas bien ce qui était reproché à l'ex-évêque Gaschignard, né à Saint-Nazaire, monseigneurisé à

Toulouse et déchu à Dax. En revanche, on savait tout sur le parcours avant la chute, le nombre de frères et sœurs (six), son diplôme à Sup de Co (depuis rebaptisé Audencia), le scoutisme (d'Europe, le versant tradi-geneux cagneux-salut au drapeau), le séminaire, le couronnement dans la ville rose, les cinq ans à Dax...

Directe, la presse catho critique (Goliath, 06/04) dresse le portrait d'un « intrigant » et « carriériste [qui] ne commet aucun faux pas », doté de talents cachés, « capable de vendre des réfrigérateurs à des Esquimaux ». Bref, « on donnerait presque le bon Dieu sans confession à cet évêque chaleureux, souriant (...). Tchatcheur en diable, il brille et se fait bien voir des jeunes ». Ah les jeunes, ces supplices de la tentation vivants, on devrait les interdire. L'ex-évêque ne trouve officiellement insupportables que les jeunes homos, ah mais quelle horreur. Ses valeurs réac lui font tempêter farouchement contre le mariage pour tous, et appeler ouvertement aux manif en 2013. « On trouverait inexact à ce jour de parler de pédophilie. Il ne faut pas aller trop vite », dit un porte-parole de la conférence épiscopale de France (La Croix, 06/04). Le bonhomme a pourtant des antécédents, quatre familles ayant souligné en 2011 une « étrange proximité physique entre ce dernier et leurs enfants » lors d'un camp vélo (Sud-Ouest, 07/04). Un signalement au procureur est alors classé sans suite. Et précédemment, à Nantes, même malaise exprimé par une autre famille. La famille, c'est l'ennemi du bien vivre avec les jeunes. Pastoralement parlant, s'entend. S'entend, pas Satan. ■

Benoît Ascèse

Confirmant l'existence de gestes ou de paroles déplacés, mais sans trouver de qualification pénale, le parquet de Dax a classé sans suite, le 27 juin.

Précis précha Débauche bouche-trou

Quand le bénitier drague l'université publique.

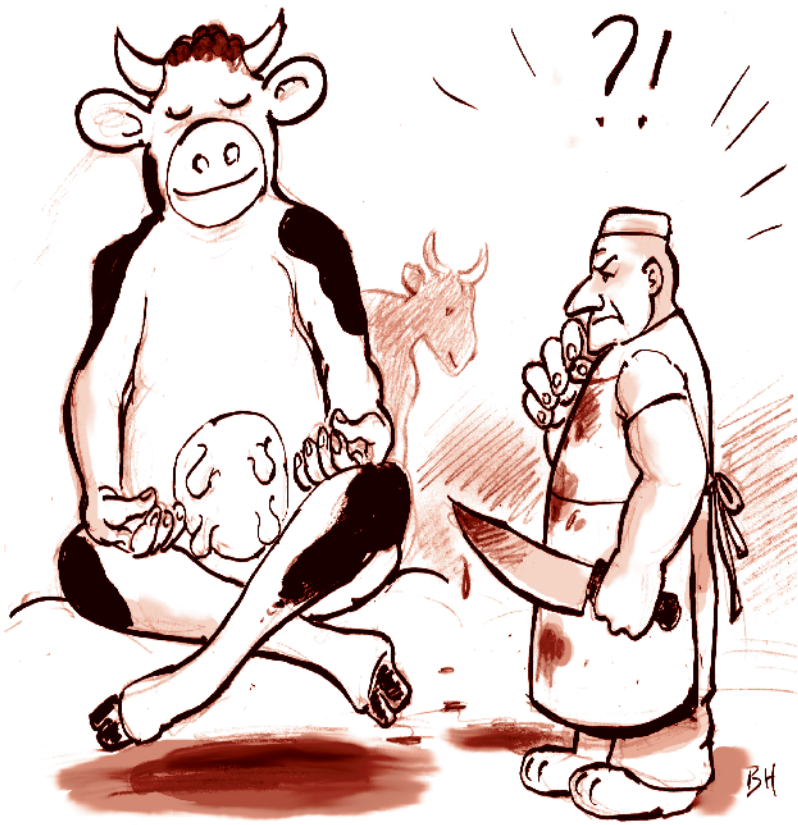
À LA fac de Nantes, le département Information communication s'étiole. Tout a commencé par une licence et une maîtrise de lettres et de communication en 1989, transformée en séquence licence-master. La formation publique était déjà débordée par l'inabordable Sciences com (6900 à 8450 euros de frais de scolarité par an), établissement privé rattaché à Audencia et largement soutenu par la CCI et les collectivités. À la rentrée 2013, l'université a supprimé le tronçon licence infocom, et le volet master est aujourd'hui en pleine refonte, ce qui, comme la fonte des glaces pourrait finir en une flaque d'eau (étalée devant un château, c'est très chic). Les vacataires donnant des cours sont rayés du nouveau planning, sans autre forme d'avis ou de préavis. Privés de

cours mais avec un lot de consolation : adeptes du calice jusqu'à la lie, les profs titulaires leur suggèrent de postuler auprès de la Catho d'Angers, officiellement UCO, Université catholique de l'Ouest, pour quelques heures de cours à Angers ou Arradon. De vacation à vocation, il n'y a qu'un pas. N'ayant apparemment pas de prof dispo dans la manche de sa soutane, infocom version catho a sollicité fin mai 2017 la fac publique pour débaucher des intervenants. Juste après le démantèlement de la licence infocom publique, la catho d'Angers a ouvert à Nantes une filière au même intitulé (3630 à 6100 euros de scolarité), avec stage béatitude au 2^e trimestre. Les étudiants plancheront sur l'actualité de déshabiller machin pour rhabiller saint truc. ■



Je tuerie nous vous ils

Comment tuer? Un débat vachement discret sur les abattoirs, avec nos députés locaux d'alors, contre tout.



POUR le guide de survie à l'usage des meuh meuh en abattoir, c'est mort. Et faut pas compter sur les députés du coin. En novembre dernier, l'association de défense animale L214 rend publiques des vidéos filmées par un ouvrier des abattoirs de Limoges. Dans la «boyauderie» (c'est là qu'on vide les panses des bestiaux qu'on vient d'occire), il ouvre à grands coups de coutelas le ventre de vaches gestantes et en extrait des veaux, parfois complètement formés, avec poils et pattes, parfois toujours vivants alors que leur mère a été estourbie quelques minutes avant. Les images sont assez gore. Après une commission parlementaire sur les conditions de passage de vie à trépas des animaux de boucherie en abattoirs, place, le 12 janvier 2017, au débat parlementaire. On examine une loi sur le «respect de l'animal en abattoir».

Plancher des vaches

Mais les amendements déposés pour interdire de tuer des vaches gestantes au moins les trois derniers mois de leur grossesse (oui oui, normalement on dit «gestation») sont rejetés. La loi sera tellement vidée de son sens que le rapporteur de la commission sur le sujet, Olivier Falorni, votera contre. Élu député PS en 2012, réélu macroniste, ancien paysan bio à Mouais, Loire-Inférieure, retraité après une vie d'éleveur de vaches à lait et de porcs à saucisses, membre de la Confédération paysanne, et de la «commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucheries dans les abattoirs français», Yves Daniel ne dit pas grand-chose ce jour-là. Juste deux répliques. Un peu de philo finassière d'abord: «Ne constatons-nous pas une dérive dans les relations entre humains et animaux?»

L'animal est un être sensible, mais pas un être sentimental; or la relation que nous entretenons avec lui relève plus du sentiment que de la sensibilité.» Après ce conseil sur le danger de l'amour vache, un point de vue d'expert, genre CAP de matador: «Quant au problème de l'abattage des femelles gestantes, j'appelle votre attention sur le fait que cette pratique fait partie des conduites d'élevage, car la présence d'un certain nombre de femelles pleines apaise le troupeau, facteur qu'il convient de ne pas négliger.» C'est vrai que c'est moins cher qu'un prof de yoga dans les camions qui mènent les bestiaux à l'abattoir.

Marche ou crève

Il dit aussi son opposition à la vidéo-surveillance dans les abattoirs («À défaut, il faudrait installer de tels dispositifs dans les crèches et les haltes-gardières! Il y a là un risque de dérive»), et refuse également le droit de visite inopinée des députés dans ces abattoirs. Même position pour Karine Daniel, elle aussi PS (une homonyme, pas de la même famille). Elle est alors encore députée, et s'affirme ce 12 janvier contre tout. Droit de visite une fois l'an d'un comité local de suivi: contre. Comité national d'éthique intégrant la souffrance animale: contre, et encore plus opposée à ce que des salariés des abattoirs y siègent. L'interdiction de tuer les vaches enceintes: toujours contre. Que le bétail stocké en bout de chaîne d'abattoir et qui n'a pas été trucidé dans un délai de douze heures soit nourri et abreuvé: encore contre. Moralité: qu'ils crèvent, ces bestiaux. Elle n'est favorable qu'à un amendement, celui sur la présence de vétérinaires quand on abat des volailles. Un genre de philosophie maison pouлага. ■

Lisbeth Aille

Clinique douille

La loréalité dépasse la friction

L'ARRIVÉE de Liliane Bettencourt au capital d'Elsan doit mettre du baume au cœur, ou au moins un pansement, aux trimardes de la polyclinique à Saint-Herblain et de la clinique Brétéché à Nantes. Épuisées, mal payées*, décimées par les burn-out et les dépressions... Depuis de longs mois, grèves à la clé, elles alertent sur le malaise social, patent dans la clinique, réclamant réévaluations salariales et création de postes. Contre un billet de 150 millions d'euros, la riche famille Bettencourt vient d'entrer à 15% au capital du groupe de cliniques privées plutôt en forme, avec près de deux milliards d'euros de chiffre d'affaires. Elsan se tire la bourre avec Ramsay Générale pour le titre de numéro un français de l'hospitalisation privée. Ça rapporte la Sécu, quoiqu'on en dise! Avec les Bettencourt dans leur poche, si généreux avec leurs proches, on voit mal les dirigeants d'Elsan s'obstiner à faire la sourde oreille aux revendications. Reste à virer le chef du personnel pour recruter un gestionnaire de fortune. ■

* 1 100 € net par mois pour une femme agent de service à quelques mois de la retraite.



Pied de bois, bras de fer

La passerelle sauvage met le feu au lac

FUSTIGEANT les opposants à l'aéroport à ND des Landes, en appelant aux «grands et servitudes» départementales dans l'édition de son bulletin municipal, Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan de Grand Lieu s'est pris les pieds dans le tapis. Il a engagé 170 000 € de travaux, cofinancés par le département, pour planter un belvédère au bout d'une passerelle sur pilotis, 372 m de long, vouée à la découverte du lac de Grand Lieu, en pleine zone protégée Natura 2000, sans permis de construire ni autorisation. Inauguré en décembre 2016. Un rapport du 10 mai de la commission de sites lui refuse une régularisation a posteriori. Le fait accompli ne passe pas. Bretagne vivante et France nature environnement ont déposé plainte. Tous les services de l'État, Bâtiments de France, Dreal, Direction régionale de l'environnement, ont aussi donné un avis défavorable à la régularisation et demandent le retour à l'état initial donc le démontage de la passerelle. Le maire ne veut pas se laisser démonter pour si peu. ■

Le révolutionnaire du dimanche

Faire marnier les bibliothécaires le dimanche. Une idée macromuniste?

QUAND il fait son politique, Aymeric Seassau, responsable national au PCF des questions d'emploi et de l'entreprise, fustige Macron et son «mépris pour les salariés et le monde ouvrier» (L'Huma, 01/06). À Nantes, adjoint à la lecture publique, il n'a plus rien contre la ministre de la Culture du gouvernement Macron qui veut élargir «l'amplitude d'ouverture des bibliothèques et médiathèques» (Ouest-France, 23/06), suivant en cela une certaine loi Macron*, le candidat Macron parlant deux ans plus tard d'une «révolution de l'accès» aux bibliothèques. Seassau s'y emploie avec acharnement et un scénario tout ficelé d'ouvrir dès 2018 les lieux de lecture nantais huit dimanches par an, avec extension toutes les semaines jusqu'à 20h mardi, 19h samedi. L'Élu communiste ne se fait pas beaucoup d'amis chez les cégétistes des bibliothèques. Seassau prétend pourtant être l'Élu qui écoute le plus les syndicats. «C'est sans doute vrai. Mais il ne fait qu'écouter, soupire le cégétiste Gilles Le Merdy. Quand il ne passe pas la réunion à pianoter sur son smartphone...»

L'offensive pour l'innovation, la bibliothèque de demain et l'ouverture élargie aux dimanches s'appuie sur des «prototypages d'idées» d'ateliers citoyens qui, de mars à juin 2016, ont officiellement mobilisé 114 personnes, mais souvent moins d'une soixantaine. Un truc que la ville inscrit dans un «dispositif d'accompagnement au changement» qui sent l'embrouille. «Seassau nous a soutenu qu'il n'y avait pas de piège». Une des réponses du plan municipal qu'il soutient, «créer des moments où les usagers sont eux-mêmes accueillants» en en faisant

des bénévoles proactifs: «l'usager est proposeur, auxiliaire, évaluateur». Méthode anglaise, «le bénévolat y a déjà bien augmenté ces dernières années tandis que le nombre des professionnels a largement baissé». Lors du dernier congrès de l'asso des bibliothécaires de France en juin, l'exemple de Newcastle a jeté un froid: 18 bibs municipales en 2012, huit seulement quatre ans plus tard, les autres gérées par des bénévoles, chute des prêts et des usagers, divisés par deux... Seassau avait déjà commencé son mandat d'Élu nantais face à une grève des bibliothèques les samedis en avril 2014, à l'appel de la CGT, dénonçant «la détérioration annoncée des services publics dans les bibliothèques nantaises». Un comble pour un coco.

À Nantes, la flexibilité, la polyvalence forcée diluent déjà la spécificité des métiers. «On est à flux tendu. On nous demande de faire des animations en devenant ludothécaire, accessoirement en piquant leur boulot. On appauvrit les collections en forçant sur les best sellers sous couvert de participation des usagers et de développement du numérique», témoignent des professionnelles. La carotte, bosser le dimanche pour 16 euros brut de plus, ne les fait pas vibrer. Si boutiques, supermarchés, tout ouvre le week end, qui sera libre pour aller dans les bibliothèques? Vivement qu'on les transplante au rayon surgelés. ■

Jorge Luis Cyborg

* En février 2015, un amendement oblige les conseils municipaux à voter sur l'ouverture des bibliothèques le dimanche. En décembre 2011, les sénateurs communistes avaient fait adopter par le Sénat une proposition de loi garantissant le droit au repos dominical, jour commun à l'immense majorité des salariés.



Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Yas, Bilou, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Ioo, Sister Joan, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri.

Directeur de publication: Nicolas de La Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud,

30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom: chèque à l'ordre de
Prénom: **La Lutte à Leuleu**
Adresse: 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
..... ligne via notre site (ci-
Courriel: dessus) et via Paypal.